

LE CONSEIL D'ACCES AU DROIT DE POLYNESIE FRANÇAISE RECRUTE SON COORDONATEUR (H/F)

PROFIL RECHERCHE

Master en Droit et 2 ans d'expérience professionnelle dans ce domaine

QUALITES ATTENDUES

Autonomie, sens de l'organisation, qualités relationnelles. La pratique d'une langue polynésienne sera un atout.

Exerçant ses fonctions sous l'autorité et le contrôle de la présidente du conseil de l'accès au droit de Polynésie française (CAD PF), le juriste-coordonateur est en relation avec les personnels de justice, le secteur associatif, les collectivités territoriales et l'ensemble des partenaires de terrain participant à la politique d'accès au droit. A ce titre, il doit veiller à faciliter les échanges entre les différents acteurs concernés par l'accès au droit et coordonner leurs actions.

Le juriste-coordonateur est chargé d'assurer des permanences d'information juridique de premier niveau dans différentes structures.

De nombreux déplacements sont à envisager pour l'exercice des différentes missions d'accès au droit sur Tahiti, Moorea, mais aussi dans les différents archipels. Il faut envisager environ 10 semaines de déplacement sur une année.

Le coordonnateur devra donc être mobile, disposer d'un véhicule et du permis de conduire sera un atout supplémentaire.

Le coordonnateur devra également disposer de bonnes connaissances informatiques, notamment en bureautique.

La rémunération brute mensuelle proposée sera comprise, selon parcours et expérience, entre 360.000 et 390.000 CFP.

MISSIONS

- Assurer des consultations juridiques
- Coordonner les consultations des professionnels du droit
- Mise en place d'action d'accès au droit
- Mise en place d'un réseau avec les mairies et les associations



sec.p.tpi-papeete@justice.fr



40.41.55.43

EMPLOYEUR

Vous serez employé par le conseil d'accès au droit de Polynésie française qui est un groupement d'intérêt public mis en place pour le développement de l'accès au droit en Polynésie française dans le cadre d'un contrat de droit privé (contrat d'une année pouvant aboutir à un CDI).